



KOSOVO : LES RATÉS D'UNE GUERRE HUMANITAIRE

Annoncée comme une « juste » et « morale », la guerre menée du ciel il y a plus de dix ans au Kosovo, ne l'était pas vraiment. Le pays en garde encore les traces.

Des frappes aériennes pour mettre fin à une catastrophe humanitaire : la solution guerrière, emmenée par l'OTAN, a pour but de protéger les populations albanaises du Kosovo des exactions serbes. L'opération est lancée en mars 1999 sans le feu vert de l'ONU mais qu'importe, une bonne partie de l'opinion semble d'accord pour que la force parle. Il est vrai que la terreur règne au Kosovo et que les chefs d'États plaident bien leur cause : Tony Blair inaugure une nouvelle doctrine, la « *guerre humanitaire* » et Jacques Chirac se justifie avec grandeur : « *Parce qu'il s'agit de la paix sur notre continent, parce qu'il s'agit des droits de l'homme sur notre continent, je sais que les Françaises et les Français comprendront que nous devons agir.* »

Et les Français comprennent, même si les débats sont animés, qu'après le génocide Rwandais de 1994 et le massacre de Srebrenica commis un an plus tard, la communauté internationale ne pouvait pas cette fois encore rester passive. Et, puisque les casques bleus avaient démontré toute leur impuissance dans la majorité des opérations de la décennie, ils étaient d'accord pour qu'à l'approche d'un nouveau siècle, la stratégie militaire évolue. Que l'on revienne à de vraies guerres menées du ciel, comme à Bagdad en 1991, et que l'Otan s'invente de nouvelles missions maintenant que le mur avait chuté. Alors pourquoi pas celles d'aller secourir des civils en danger, de se mettre au service de la défense des valeurs universelles, en dépassant les frontières d'un champ d'action traditionnel ?

La critique pointe mais l'urgence est là : depuis 1998 au Kosovo, les forces Serbes deviennent sans pitié pour une population à 90 % albanaise : **détentions arbitraires, tortures, viols systématiques, meurtres...** Bien que les cibles principales soient les jeunes hommes susceptibles de porter les armes pour le compte de l'armée de libération du Kosovo, l'UCK, les femmes, les enfants et les nourrissons sont aussi victimes de la haine et des atrocités des forces militaires et paramilitaires de Milosevic.

Le problème, c'est qu'en représailles des bombardements de l'Otan les forces serbes multiplieront les exactions envers les populations.

Le problème, c'est que l'opération de l'Otan, qui devait durer quelques jours, le temps de ramener Milosevic à la table des négociations, se prolongera pendant 78 jours. Et comme il n'était pas dans les plans militaires d'intervenir au sol pour protéger les Albanais du Kosovo, 10 000 d'entre eux furent massacrés.



Le problème, c'est que les stratégies n'avaient pas non plus planifié qu'un million et demi de personnes, cherchant à échapper aux massacres, se retrouveraient sur les routes. Ni que les militaires se transformeraient en humanitaires, gérant d'immenses camps de réfugiés aux frontières de la province.

Il y eut bien sûr d'autres problèmes, mais à la fin, il y eut un cessez-le-feu. Il mit fin à 10 ans de répression Serbe au Kosovo et Milosevic passa devant la justice internationale. En février 2011 le Kosovo a fêté le 3ème anniversaire de son indépendance en se moquant pas mal que cinq pays de l'UE, dont l'Espagne, ne le reconnaisse pas.

Souvent après la fin de l'histoire, il y a un post-scriptum. Peu de gens le lisent et c'est dommage. Celui-ci raconte qu'après la guerre les Albanais du Kosovo prirent leur revanche. Leur violence poussa hors du Kosovo, ce pays que la communauté internationale souhaitait multiethnique, 200 000 Tsiganes et Serbes. La haine explosa de nouveau, pendant 48 heures en mars 2004. Des émeutes et des morts, des pillages, des incendies et la destruction par dizaines de lieux de cultes orthodoxes précipitèrent la fuite de plus de 4 000 personnes hors de la province.

Il y a aujourd'hui, selon le HCR, 200 000 réfugiés du Kosovo en Serbie et beaucoup aimeraient pouvoir rentrer chez eux. L'OTAN maintient encore 10 000 soldats dont 765 Français au Kosovo. **C'est l'opération otannienne la plus importante après l'Afghanistan.** Les militaires devraient rester là longtemps encore, tout comme les civils des missions européennes et onusiennes qui tiennent le Kosovo par la main et le font avancer vers un état de droit. C'est une tâche longue et difficile qui s'inscrit dans le sillage **des frappes prétendues « ciblées » mais lâchées sans vision à long terme.**

Par Brigitte MARTINEZ

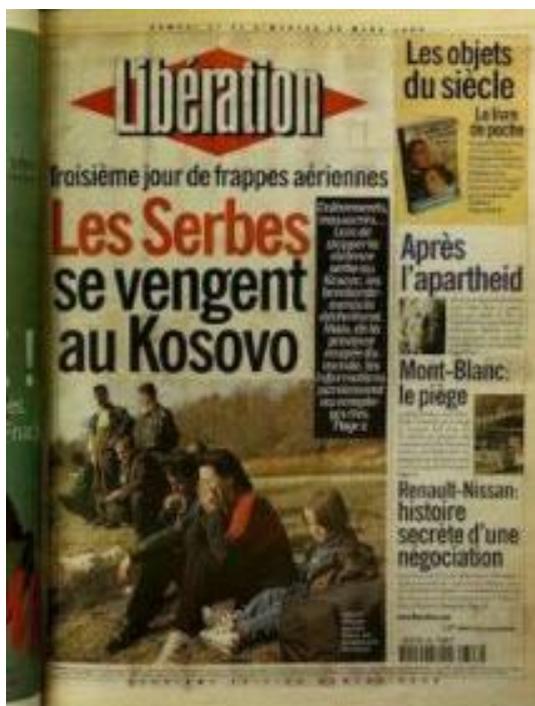
Le 1^{er} avril 2011



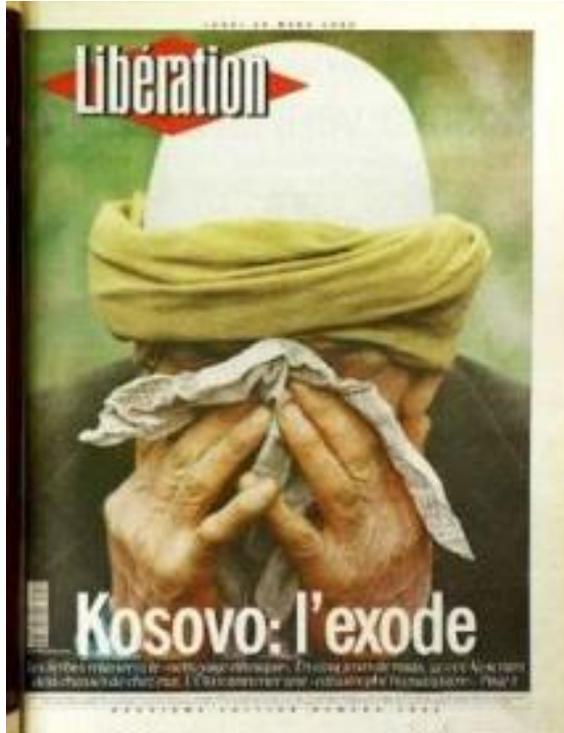
Kosovo, une «guerre humanitaire» à la Une de Libé : En mars 1999, L'OTAN déclenchait une «guerre humanitaire» en lançant des frappes aériennes sur la Yougoslavie. Retour sur les débordements non planifiés de l'intervention.



Libération du 25/03/1999. Le 24 mars 1999 l'OTAN déclenche une série de frappes aériennes sur la République fédérale de Yougoslavie y compris sur le Kosovo. La province, qui a perdu son statut d'autonomie en 1989, est majoritairement peuplée d'Albanais soumis à l'oppression de Belgrade, aux répressions et aux violences des forces serbes. Pour mettre fin aux exactions qui s'intensifient, l'Otan entre en scène.



Libération du 27/03/1999. Les bombardements déclenchent la colère et la violence des forces serbes qui se déchaînent. Exécutions sommaires, incendies, pillages, meurtres, viols, expulsions forcées... La terreur règne désormais partout au Kosovo, bien au-delà des zones où l'Armée de libération du Kosovo, l'UCK, opérait contre l'armée serbe avant l'intervention alliée.



Libération du 29/03/1999. Pour fuir les bombes de l'OTAN et les représailles au sol des forces serbes, plus de 450000 personnes quittent le Kosovo. Elles partent en train, en bus, en tracteur ou en charrette se réfugier pour la plupart dans les pays limitrophes : en Albanie (plus de 300 000), en Macédoine (plus de 100 000) ou au Monténégro. Le risque de déstabilisation régional menace sérieusement.



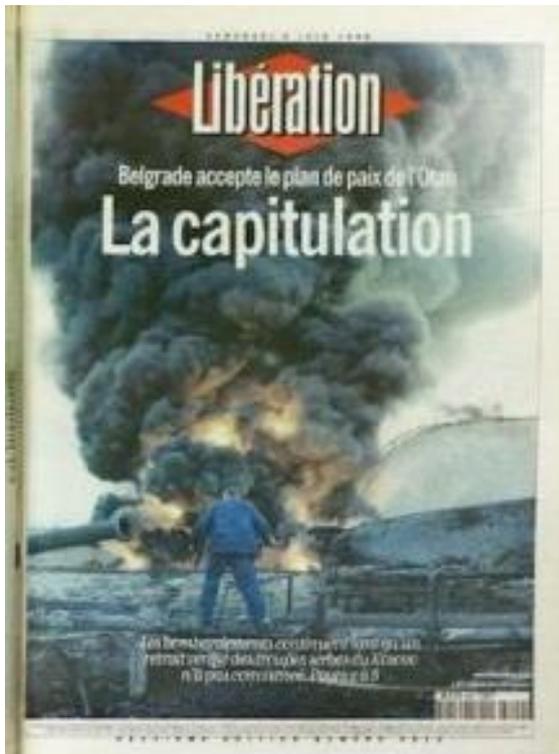
Libération du 05/04/1999. Les pays de l'Otan qui avait tout prévu sauf une catastrophe humanitaire de cette ampleur, innovent : ils se répartiront et accueilleront, temporairement, 100 000 réfugiés kosovars, pour alléger la charge des pays frontaliers. Ils lancent en outre une opération "abri allié" en Albanie : une gestion humanitaire et militaire (avec 7000 soldats) de camps de réfugiés. Un soutien logistique indispensable aux ONG mais un mélange des genres qui les indisposent.



Libération du 14/04/1999. La campagne de bombardements, qui devaient durer quelques jours le temps de faire pression sur Belgrade et de ramener les Serbes à la table des négociations se prolonge et s'intensifie. Elle durera 78 jours, "dommages collatéraux" compris. Entre 500 et 1500 civils auraient été tués par les frappes aériennes.



Libération du 25/03/1999. Selon l'OSCE, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, "90% des Albanais du Kosovo ont été déplacés par le conflit, soit plus de 1,45 millions de personnes." Les forces serbes auraient tués 10 000 Kosovars pendant la campagne de bombardements aériens.



Libération du 04/06/1999. Belgrade signe l'accord de paix le 9 juin 1999 et les forces serbes quittent le Kosovo. Fin 1999, plus de 820 000 Kosovars albanais rentrent chez eux, dont une partie de ceux qui avaient fui avant la guerre de l'Otan. Ils retrouvent un pays sans administration et en grande partie détruit.



Libération du 13/11/1999. C'est la fin de la répression Serbe pour les Kosovars qui obtiendront l'indépendance en 2008. Mais c'est au tour des populations non-albanaise du Kosovo de subir la violence de leurs voisins : plus de 200 000 Serbes et Tziganes durent fuir les persécutions au lendemain du conflit. L'Otan conserve toujours un contingent de 10 000 hommes au Kosovo.